

27 mai 2026 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse conjointe du Président de la République et du Président de la République du Kenya, William Ruto.

Emmanuel MACRON

Thank you.

Mr. President, dear William, my dear friend,

[Dear] ministers, ambassadors, members of the press,

Ladies and Gentlemen.

Thank you very much for your words, Mr. President, and for your warm welcome.

I'm pleased to come back in Nairobi seven years after my first trip, my first official visit to your country, and it was the first visit ever of a French president.

And which was honestly completely crazy to imagine. But the past seven years have been quite a journey, I have to say. We did a lot together and we increased our relationships from a bilateral point of view, but as well we increased our intimacy. And we always appreciated your commitment to African and global issues. And this is why we decided to have this *Africa Forward Summit* being organized here in Nairobi.

Thank you very much for that. Let me switch to French.

Cette amitié franco-kényane n'est pas feinte, Monsieur le Président. Vous le savez, cher William. Elle s'explique d'abord par une vision que nos deux pays ont en partage, qui est celle d'un ordre international ouvert, fondé sur la règle de droit, attaché à un multilatéralisme efficace.

La variété des accords que nous venons de signer l'a parfaitement montré. Je n'oublie pas non plus, non simplement votre présence, mais votre engagement à l'été 2023, lorsque nous avons signé à Paris *le Pacte de Paris pour la prospérité, les peuples et la planète* où vous avez été un dirigeant particulièrement efficace pour bousculer les institutions internationales et arriver à des solutions concrètes.

Je sais à quel point le Kenya s'efforce, par votre entremise, de faire entendre la voix de l'Afrique dans l'élaboration de solutions internationales, durables pour un continent évidemment si jeune, mais dont la jeunesse est une chance. Qu'il s'agisse d'architecture financière internationale, de climat, d'agriculture, d'infrastructures, d'éducation, vous êtes toujours aux avant-postes. Ces impératifs, la France les soutient, vous le savez. Aux côtés du Kenya, nous travaillons sur cet agenda et il s'incarne d'abord par la relation bilatérale. Nos deux pays ont une relation exemplaire à bien des égards sur l'ensemble de ces sujets. C'est d'abord et avant tout un partenariat qui est équilibré. Le Kenya brille par ses talents, de l'athlétisme à la musique, nous l'avons encore vu récemment, la finance, le numérique, qui attirent un nombre croissant d'acteurs français, qui se traduit dans les faits, avec une accélération ces dernières années.

En 2012, il y avait simplement 35 entreprises françaises présentes dans votre pays. Elles sont aujourd'hui 140 et créent 36 000 emplois directs. Quand je regarde les trois dernières décennies, il y a eu environ trois milliards d'euros d'investissements français. Les dix dernières années, 1,8 milliard d'investissements français.

Aujourd'hui, nous avons signé pour plus d'un milliard d'euros d'investissements.

Nous avons bien bâti ensemble une nouvelle relation, une complicité, une connaissance beaucoup plus forte et des engagements qui répondent, et vous en avez rappelé le contenu, la variété, à vos défis. Investir dans le capital humain, c'est la logique qui guide notre investissement à l'université de Nairobi, *The University, Mr. President, I got it* dans laquelle nous soutenons la construction d'un nouveau complexe de sciences et d'ingénierie. Nous portons aussi des partenariats avec les meilleurs établissements d'enseignement supérieur français, en particulier Saclay, pour l'ingénierie, l'intelligence artificielle et quelques autres disciplines. Grâce à ces partenariats qui combinent enseignement, recherche, innovation, employabilité, c'est une future génération d'ingénieurs kenyans qui travaillera demain sur les nouveaux modèles d'intelligence artificielle, les solutions en matière climatique et qui sont une chance pour le pays et la région.

Nos engagements démontrent aussi que la France mobilise son savoir-faire dans des secteurs clés pour la croissance et l'innovation kényane, les infrastructures énergétiques, numériques ou de transport, qui sont vos priorités. C'est la raison pour laquelle des entreprises françaises investissent et croient dans le potentiel du Kenya. CMA CGM, qui vient de s'engager à rénover deux terminaux du port de Mombasa, investissement au total de 700 millions d'euros. Meridiam, qui va agrandir la seconde ferme éolienne du pays à hauteur de 225 millions de dollars... Kipeto. Au total, à travers l'ensemble des projets, nous l'avons vu, c'est plus d'un milliard d'euros qui sont ainsi signés. Les projets que nous avons signés aujourd'hui et qui sont le fruit d'un très gros travail ces derniers mois, parfois ces dernières années, vont permettre d'améliorer la vie des Kényanes et des Kényans, à l'instar de la construction d'un nouveau centre national de contrôle électrique qui permettra un accès moins cher et plus fiable à l'énergie.

La mise à niveau des rails et de signalisations du train urbain de Nairobi qui vise à réhabiliter le mode de transport pour décongestionner la ville.

La rénovation du barrage de Masinga.

L'appui à une autoroute numérique qui permettra le déploiement de la fibre dans de nombreux services publics kényans.

Le déploiement d'un partenariat sur, justement, les carburants durables, SAF, entre nos compagnies.

L'amélioration du partenariat en matière de suivi climatique et météorologique, décisif pour l'agriculture intelligente que vous voulez promouvoir.

Le partenariat en matière de thé qui va de la recherche à la diffusion et [à] la montée en gamme, en sophistication et en valeur ajoutée de votre thé par les partenariats que nous avons signés en la matière.

Puis en parlant d'électricité et d'énergie, le partenariat que nous avons signé en matière de nucléaire civil. Au-delà, en effet, de ce qui a été signé par Meridiam pour l'éolien que je viens d'évoquer, il y a notre volonté et votre volonté de bâtir dans la durée un partenariat en matière de nucléaire civil. Je veux vous dire ici, Monsieur le Président, que vous vous engagez avec la France sur cette voie. C'est un partenariat de confiance que nous ne prenons pas à la légère. Le nucléaire civil en France est une technologie que nous avons patiemment déployée et consolidée depuis l'après-Deuxième Guerre mondiale, que nous avons souvent partagée avec des partenaires de confiance, qui nous permet aujourd'hui de produire 75 % de notre électricité, à la fois bas carbone et pilotable. Lorsqu'on parle de nucléaire civil avec vous, on parle de ce qui est central pour notre pays. On sait comment faire ce nucléaire sûr, durable, en toute sécurité, en parfaite concertation. Mais ce n'est pas quelque chose qu'on vous vend, c'est d'abord quelque chose qu'on utilise, avec des entreprises d'État qui ont déployé ces technologies et continuent d'innover.

Voilà, mesdames et messieurs, au-delà de ce qu'avait dit le Président, ce que je voulais rappeler sur le partenariat bilatéral. Mais vous l'avez compris, c'est aussi pour nous l'occasion de structurer un partenariat plus large à travers l'organisation pour la première fois du Sommet *Africa Forward*, ici même, où demain soir, Monsieur le Président, vous avez la générosité d'accueillir les 35 chefs d'État et de gouvernement qui seront rassemblés, la cinquantaine de délégations au total qui seront mobilisées. La première journée à l'université de Nairobi, dès demain, mettra en avant les initiatives entrepreneuriales et privées qui sont au cœur de cet esprit. On aura dans le *CEO Forum* plus de 6 000 participants, ce qui n'est jamais arrivé à ce niveau-là sur le continent. Vous pouvez en être extrêmement fier, ça montre l'attractivité qu'il y a de ce partenariat. Nous aurons aussi des innovations qui seront présentées, la jeunesse africaine qui pourra s'exprimer, avec laquelle nous échangerons, et nous aurons en matière de sport ou d'industrie culturelle et créative, là aussi, plusieurs initiatives concrètes qui seront déployées avec des financements privés et publics. L'idée, c'est aussi ce partenariat, parce qu'on annoncera des investissements d'entreprises françaises sur le continent africain et des investissements d'entreprises africaines sur le continent africain.

La deuxième journée, au Centre international de conférences, démontrera, elle, notre engagement commun pour avancer sur les solutions de paix et la question des grandes crises régionales, et engager la communauté internationale, puisque le Secrétaire général des Nations unies sera à nos côtés, pour également réformer l'architecture financière internationale. Nous aurons mandat ensemble de défendre ces positions communes au G7 d'Evian dans un mois, et puis d'accélérer la réforme de l'architecture financière africaine, avec un travail très étroit avec la Banque africaine de développement.

Nous parlerons également de santé, de souveraineté alimentaire, de compétitivité, d'énergie, de connectivité. Vous le voyez, c'est véritablement une première, et déjà, par la mobilisation des chefs d'État et de gouvernement, des investisseurs des entreprises, une première et un formidable succès.

Voilà, cher William, voilà de belles perspectives pour nos travaux futurs, Monsieur le Président, et je veux vous en remercier.

Maintenant,

*Tufanye kazi pamoja, Asanteni sana.*

Journaliste

Nous venons d'apprendre que l'Iran menace, je cite « d'une réponse immédiate en cas de déploiement français et britannique dans le détroit d'Ormuz ». Est-ce que cela veut dire que la mission du *Charles de Gaulle* est désormais caduque ? Est-ce que cela remet en cause le principe même de la coalition maritime ? Puis l'actualité chargée concernant l'Algérie. Peut-on désormais parler d'un dégel ? Est-ce que vous êtes optimiste pour la libération du journaliste Christophe Gleizes ? Et comptez-vous vous rendre bientôt en Algérie ?

Je vous remercie.

*[Intervention du Président de la République du Kenya, M. William Ruto]*

Emmanuel MACRON

As for the first question, I want just to clarify the fact that western African countries will be present. I mean, President of Senegal, President of Côte d'Ivoire, President of Gabon, President of DRC [Democratic Republic of the Congo] and many others will be here. It's hard to say that Western Africa will not be present in this room. You have three countries, and I do regret that which decided because of the coup and the behaviors of the military people in charge, to put them aside from the rest of the club, by the way, outside of ECOWAS as well and others.

Le retrait de cela ne signifie pas que l'Afrique de l'Ouest ne fait pas partie de cette rencontre. Les grands dirigeants d'Afrique de l'Ouest seront présents. Au-delà de tout cela, nous sommes très attentifs également à la société civile, y compris la société civile des pays du Sahel et de leur présence ici. Nous pouvons être en désaccord avec des gouvernements ou des régimes, mais nous ne sommes pas en désaccord avec la population. Le Mali, le Niger, le Burkina Faso et tous ces peuples, nous les aimons, et toutes ces sociétés civiles sont impliquées dans cette société. Il y aura de très nombreux artistes, intellectuels, entrepreneurs qui viennent de ces régions.

C'est un peu dans la continuité que je répondrai à votre question. Je n'ai jamais pris l'Afrique francophone comme étant justement un pré carré. C'est, dès novembre 2017, dans le discours d'Ouagadougou que je l'ai dit. Il n'y a pas la volonté, en étant ici ou en faisant ce sommet *Africa Forward*, après celui de Montpellier, qui était déjà une innovation en 2021, [la volonté] de cacher ou quoi que ce soit. Il y a juste la volonté de dire : l'Afrique est un tout. Nous sommes les vrais panafricanistes. Nous croyons que l'Afrique est un continent. Et ce continent a beaucoup à bâtir, c'est le plus jeune au monde. Il a donc un dividende démographique extraordinaire. C'est celui qui a la plus grosse croissance au monde. Il a fait l'année dernière une croissance légèrement supérieure à celle de l'Asie du Sud-Est. Il faut le regarder totalement différemment.

En effet, c'est un continent que je ne veux plus que la France regarde d'un côté comme étant un pré carré, où les dirigeants d'entreprises auraient, en quelque sorte, tous les droits ou tous les contrats qui leur seraient garantis, parce que c'était l'Afrique francophone. Parfois, certains considéraient que la France donnait une forme d'assurance garantie, quoi qu'il advienne, en étant là, à faire ou défaire les gouvernements. C'est fini. Depuis 2017, cette époque est terminée. D'abord, parce que bien avant 2017, nos entreprises avaient commencé à perdre des parts de marché en Afrique francophone. On le commentait peu, mais c'était le cas, parce que c'est compétitif, l'Afrique, à juste titre, et parce que je crois à un partenariat équilibré.

La transformation qu'on fait depuis dix ans, c'est une transformation qui a consisté à dire : partout en Afrique, on croit à la souveraineté des États et à leur intégrité territoriale. Il y a un coup d'État au Mali. Vous ne voulez plus de la France parce que vous ne voulez plus vous battre contre le terrorisme ? On s'en va. Comme on dit en bon français, « no offense ». Malheureusement, l'actualité montre que ce n'était sans doute pas la meilleure décision que les putschistes maliens avaient prise pour leur pays. Je veux ici saluer la mémoire de nos soldats tombés trop nombreux pour la souveraineté et l'intégrité territoriale du Mali entre 2013 et 2020. Mais nous avons complètement repensé la relation de sécurité. Pas pour nous soustraire, pour justement la rééquilibrer. Partout, il y avait des bases qui étaient posées, trop visibles, qui étaient comme, en quelque sorte, la rémanence d'une ère passée. Nous les avons transformées, devenues partenariales, comme au Gabon. Nous avons repensé cette relation pour qu'elle soit rebâtie de manière totalement nouvelle. Au Bénin, au Ghana, au Nigeria, on est en train d'inventer une relation de sécurité qui n'existe pas et qui est partenariale. C'est l'Afrique de l'Ouest.

Et ça marche, avec des vrais résultats sécuritaires, au Bénin comme au Nigeria.

On a repensé la relation économique. Ce Sommet en est l'illustration parfaite.

On a repensé la relation culturelle. En 2017, tout le monde nous disait : « les restitutions culturelles, il le dit, [mais] il ne le fera jamais ». Hier a été promulguée la loi qui permet ces restitutions culturelles pour le continent africain.

Tout ça pour vous dire qu'il y a, en actes, une transformation de ce partenariat équilibré, et l'Afrique de l'Ouest est bien là, présente, et la France a des succès formidables en Afrique de l'Ouest. Quand je vois ce qu'on a su faire ces dernières années avec le Bénin en matière culturelle ou sécuritaire, succès formidable. Quand je vois ce qu'on est en train de faire avec le Gabon, quand je vois avec, justement, le Président du Sénégal, que je verrai demain, ce qu'on est en train de faire sur le sport, sur la culture, ou sur la réinvention de notre partenariat sécuritaire avec des académies régionales, on a des vrais succès en Afrique de l'Ouest, on transforme.

Puis, à côté de ça, on crée un continent inédit dans ce qui était la relation de la France avec l'Afrique. Le Kenya, où aucun de mes prédécesseurs ne s'était rendu avant 2019. Le Nigeria, où on a complètement transformé la relation. L'Afrique du Sud, avec qui la complicité est forte. Mais je pourrais ici aussi citer ce qu'on a su faire ces deux dernières années avec le Maroc, où vous parlez de notre relation avec l'Afrique lusophone.

Moi aussi, je regarde devant. Je constate qu'on a tout transformé ces dix dernières années et qu'on n'a jamais cherché à éviter l'Afrique francophone. Vous savez, j'étais au printemps au Gabon, je serai cet automne au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

C'est l'Afrique francophone.

Vous voyez ? On continue d'avancer. On est dans tous ces pays avec ce partenariat renouvelé qui permet d'aller de l'avant.

Sur les deux dernières questions qui m'étaient posées, l'Iran et l'Algérie.

Sur l'Iran, je crois qu'il y a beaucoup de confusion et il faut calmer les esprits. J'ai entendu votre question, vous avez parlé d'un déploiement. Il n'y a jamais eu et il n'a jamais été question d'un déploiement français ou franco-britannique. J'ai pris la décision, il y a quelques jours, de basculer le Charles de Gaulle, les frégates qui l'accompagnent ainsi que l'ensemble de ce qui fait notre groupe aéronaval au-delà du détroit de Bab el-Mandeb, et donc de passer de Méditerranée orientale à la proximité. Il n'a jamais été question d'un déploiement, mais on se tient prêt. Depuis le début, nous nous disons une chose très simple : liberté de navigation. Mettre fin à tout blocus d'où qu'il vienne et quel qu'il soit, refuser quel que péage d'où qu'il vienne et permettre la liberté de navigation.

Nous en avons parlé avec le Président. Le continent africain tout entier est victime aujourd'hui du blocus depuis des mois d'Ormuz. Nous n'avons jamais envisagé, je vous invite à revoir depuis le premier jour toutes mes déclarations, à faire un déploiement pour rouvrir Ormuz.

Ça n'a jamais été l'option de la France.

Nous avons bâti une mission ad hoc, copilotée avec les Britanniques, qui a rassemblé 50 pays et organisations internationales pour permettre, de manière concertée, avec l'Iran, et en déconflictant la chose avec tous les pays de la région et les États-Unis, d'assurer, dès que les conditions le permettront, la reprise du trafic maritime et des voies à la fois des engrais, de la nourriture, du gaz, du pétrole et des marchandises.

Je ne sais pas qui commente quoi, mais enfin ce qu'on commente, ce n'est pas ce que la France propose. Nous continuons de nous tenir dans cette position. J'appelle chacun au calme et à la responsabilité. Je pense qu'il y a beaucoup trop d'escalades langagières qui conduisent toujours aux escalades physiques. Les plus vulnérables de la planète en sont les premières victimes, mais nous sommes aujourd'hui tous les victimes de ce qui est en train de se passer. Nos compatriotes en France aussi paient chaque jour le prix de cette guerre que nous n'avons pas voulue. Aujourd'hui, retour au calme, priorité à la réouverture pacifique et concertée d'Ormuz, reprise de discussions responsables sur les questions nucléaires et balistiques dans un cadre adapté.

La France est là pour fournir des solutions de manière respectueuse et dans le cadre du droit international.

Pour ce qui est de l'Algérie, je me félicite des dernières heures, du déplacement de la ministre déléguée aux Armées, qui était un geste important sur le plan mémoriel, des bonnes discussions qu'elle a pu avoir avec le Président Tebboune, le chef d'état-major des Armées algérien et de nombreux officiels, et des déclarations publiques qui s'en sont suivies. Comme je vous l'ai expliqué depuis plusieurs semaines, je considère que mon devoir est de défendre les intérêts des Françaises et des Français. Leur intérêt, c'est que nous retrouvions une relation apaisée, constructive, avec l'Algérie. Cette relation doit être respectueuse des deux côtés, mais elle doit permettre d'apporter des solutions sur tous les sujets.

Les derniers mois ont causé beaucoup de torts et à l'Algérie et à la France. Ce n'est pas notre intérêt de poursuivre cette solution et d'avoir quelques postures de politique intérieure.

Mon souhait, c'est, avec pragmatisme, au service de l'intérêt de nos compatriotes, pour des solutions, qu'elles soient humanitaires, migratoires, sécuritaires, mais aussi économiques ou régionales, de bâtir des solutions responsables avec l'Algérie.

J'espère donc que c'est le début d'une progression, on a déjà eu des premiers signaux et d'une reprise qui se fera dans le respect des deux côtés, dans l'estime et dans la volonté de servir nos peuples.

Voilà pour la réponse à vos questions.

Je veux remercier à nouveau le Président William Ruto pour les mots qu'il a eus à l'instant sur sa confiance dans le partenariat. Je crois qu'il dit beaucoup mieux que je ne saurais le faire la force du sommet que nous portons, du regard commun que nous avons et en effet de cette volonté que nous avons l'un et l'autre de regarder en avant pour nos deux pays et pour le continent africain et de se dire qu'il y a eu souvent par le passé, au fond, une volonté, quand on parlait de la relation entre plusieurs pays d'Europe et l'Afrique, de regarder en arrière.

Nous, nous avons toujours cherché à bâtir des solutions.

C'est l'esprit de la relation bilatérale, c'est l'esprit de la relation de notre coprésidence de ce Sommet *Africa Forward*. C'est au fond ce partenariat renouvelé dans tous les domaines du jeu qui doit permettre à l'Afrique de réussir et à nos pays de réussir avec l'Afrique.

Je suis très heureux et très fier d'être à vos côtés ce soir et les deux jours qui viennent, Président, mon cher William.

Merci beaucoup.